

En Algérie, Saïd Bouteflika arrêté pour complot contre l'Etat

Deux anciens chefs des services de renseignement ont été interpellés

ALGER - correspondance

Saïd Bouteflika, le frère et conseiller de l'ancien chef d'Etat algérien Abdelaziz Bouteflika, poussé à la démission le 2 avril, et deux anciens patrons des services de renseignement, les généraux à la retraite Mohamed Médiène, dit « Toufik », et Athmane Tartag, dit « Bachir », sont en prison.

Arrêtés le 4 mai par la sécurité intérieure, les trois hommes ont été placés en détention provisoire par un juge d'instruction du tribunal militaire de Blida. Ils ont été inculpés pour « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre l'autorité de l'Etat ». En vertu du code de justice militaire, l'atteinte à l'autorité de l'armée est passible de cinq à dix ans de prison. Le complot contre l'autorité de l'Etat est puni de mort, selon le code pénal.

Comme pour répondre à de nombreux Algériens qui refusaient encore, samedi, de croire en la véracité des arrestations, la télévision publique a montré les trois hommes gravissant le peron du tribunal. Une scène inimaginable avant le 22 février, quand ont débuté les manifestations contre un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika.

Ces arrestations, qui touchent des personnages tout-puissants durant le règne du président Bouteflika, surviennent au lendemain du onzième vendredi de mobilisation populaire pour un changement de régime. Le chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, qui continue de s'en tenir à une transition dans le cadre de la Constitution, y a été largement critiqué par les manifestants. Des pancartes appelant à l'arrestation de Saïd Bouteflika ont également été brandies.

Quasi-régent

Ces incarcérations, qualifiées par des opposants de « mini-séisme » ou de « règlements de comptes claniques », étaient presque attendues depuis la rupture ouverte entre Ahmed Gaïd Salah et le clan présidentiel, avec lequel il était lié depuis au moins 2004. Saïd Bouteflika, devenu un quasi-régent depuis l'accident vasculaire cérébral de son frère en 2013, le général Toufik, tout-puissant patron des services de renseignement pendant un quart de siècle, avant son limogeage en 2015, et Bachir Tartag, son successeur, ont en effet été accusés le 30 mars par le général Ahmed Gaïd Salah de « conspirer autour des revendications du peuple », afin d'entraver les solutions préconisées par l'armée pour sortir de la crise.

Le chef de l'armée visait une ultime tentative du clan présidentiel de gérer la sortie du président Bouteflika. Il reprenait les expressions de « forces extra-consti-

Le pouvoir multiplie les gestes censés satisfaire une population qui refuse les élections prévues le 4 juillet

tutionnelles » et de « bande » – généralement utilisées par l'opposition – pour désigner les trois hommes. Saïd Bouteflika avait rencontré le général Médiène pour organiser une transition dirigée par l'ancien chef de l'Etat, le général Liamine Zeroual, lequel avait confirmé avoir reçu une telle demande.

Le 30 avril, le général Khaled Nezzar, ancien ministre de la défense, a produit à son tour un témoignage à charge contre Saïd

Bouteflika : selon lui, le frère cadet de l'ex-président était prêt à décréter l'état de siège ou d'urgence pour faire face au mouvement populaire et à démettre Ahmed Gaïd Salah.

Le pouvoir algérien, confronté à une contestation inédite, multiplie les gestes censés satisfaire une population qui refuse massivement la tenue d'élections annoncées pour le 4 juillet et exige une transition dirigée par des personnalités indépendantes. Le chef de l'armée a ainsi demandé à la justice d'« accélérer » le traitement des affaires de corruption.

Ces dernières semaines, plusieurs oligarques proches de Saïd Bouteflika ont été arrêtés, notamment Ali Haddad et les frères Kouninef. Issad Rebrab, le patron du groupe Cevital, soupçonné d'être proche du général Toufik mais dont les relations avec le clan Bouteflika ont été difficiles, a également été emprisonné. L'ancien premier ministre Ahmed Ouyahia et l'ancien chef de la police Abdelghani Hamel ont eux aussi été entendus par le procureur pour des affaires de corruption.

Même si elle frappe les esprits, cette vague d'arrestations suscite des réserves au sein du mouvement populaire. Certains y voient une tentative de diversion de la part du régime, qui continue à défendre l'option d'une élection présidentielle pour le 4 juillet. Abdelkader Bensalah, chef d'Etat par intérim, a assuré dimanche que cette option était la seule qui permette « de déjouer les dangers et les desseins hostiles visant à conduire [le pays] vers le vide constitutionnel et l'absence de l'Etat, et à l'entraîner ainsi dans la spirale de l'anarchie et la déstabilisation ». Le message, dans le droit fil de celui du chef de l'armée, a été rapidement critiqué sur les réseaux sociaux. ■

AMIR AKEF